

Trop ! ça suffit !

Les attaques contre la vérité sont de plus en plus nombreuses et s'expriment de plus en plus ouvertement. Le journaliste Jean Michel Apathie dans une émission radiophonique a eu « l'audace » d'affirmer, en réponse à une remarque de la journaliste qui l'interrogeait et qui avait évoqué le massacre d'Oradour sur Glane, d'affirmer qu'il y avait eu en Algérie nombre de massacres semblables. Immédiatement les attaques se sont multipliées contre Jean Michel Apathie qui est maintenant sous le coup d'une instruction de l'ARCOM (Agence de Régulation de la Communication Audiovisuelle et Numérique).

Pourtant il y a bien eu des massacres¹

en 1832 la tribu El Ouffia est égorgée^{2, 3},

1845 enfumage de grottes où se sont réfugiées des populations civiles⁴,

1852, prise de Laghouat où plus de 2.000 hommes, femmes et enfants furent tués,

1871 incendie des villages insurgés avec leurs habitants ,

1954, dans les Aurès, tortures et exécutions⁵

1955 massacres de Sétif, Guelma, Kherrata, Philippeville, El-Halia⁶ – on suppose plus de 40 000 morts

Mais il ne faut surtout pas en parler. La pétition présentée ci-joint est une réaction à cette censure.

La vérité devient insupportable et inadmissible dans un débat qui est de plus en plus dominé par la volonté de l'impérialisme français d'affirmer sa place en Europe et dans le monde dans ce que le journal *Les Echos* résume dans le titre : "*L'Europe cherche sa place dans le nouvel ordre mondial*".

Cette attaque contre Apathie n'est qu'un point de plus dans un ensemble de critiques et même de menaces *ad hominem* qui témoignent d'une tentative d'élimination de toute pensée qui contredit les thèses officielles de l'État français et des forces politiques qui le soutiennent. L'une comme l'autre n'ont que faire de la vérité et ne supportent pas les dires et les pratiques qui les contredisent. La liberté d'expression est mise à mal. Tous les prétextes sont bons. Des chercheurs en sociologie trop curieux des inégalités se voient intenter des procès parce qu'ils n'auraient pas respecté les règles de la RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données), des étudiants de science politique sont poursuivis en section disciplinaire pour avoir protesté contre la destruction de Gaza et des Gazaouis, d'autres étudiants de l'Institut d'études politiques de Strasbourg qui bloquaient l'accès à un amphithéâtre pour dénoncer un accord avec un établissement israélien ont été évacués *manu militari* par les forces de l'ordre, des syndicalistes, des citoyens, se voient menacés parce qu'ils ont défendu des salarié.e.s et sont même arrêtés pour « *apologie du terrorisme* » et menottés devant leur famille ; l'un d'eux est condamné à un an de prison avec sursis. il est urgent de réagir !

1 https://www.cuem.info/?page_id=1429

2 Pierre Christian *L'Afrique française, l'Empire de Maroc et les déserts de Sahara*, Barbier éditeur, Paris, 1846.

3 Victor Amédée Dieuzaide *Histoire de l'Algérie 1830 -1878*, 1882, Oran, Imprimerie de l'association ouvrière, Heintz, Chazeau et Cie, 1880. Comporte des descriptions des horreurs

4 Alain Ruscio *Le Credo de l'homme blanc. Regards coloniaux français, XIX^e – XX^e siècles*, préface d'[Albert Memmi](#), Bruxelles, Éd. Complexe, Coll. Bibliothèque Complexe, 1996 ; réed. 2002.

5 Paroles d'appelés

6 Benjamin Stora, *La Gangrène et l'Oubli : la mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, [La Découverte](#), 1991, Poche 2005. Et *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, La Découverte, 1992

La montée en escalade des propos tenus par les politiques français contre l'Algérie a atteint son paroxysme et fait la une de l'actualité. Cela paraît d'autant plus surprenant que cette tendance à l'insulte, à la haine et à la désinformation est devenue banalité dans la grande partie des médias.

Pour avoir établi un lien entre certaines pratiques du nazisme - le massacre d'« Oradour sur Glane », en 1944, en France - et celles du colonialisme.-. « des centaines d'« Oradour » en Algérie » au XIXe siècle- le journaliste Jean Michel Apathie, est tombé sous le coup d'une instruction par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, l'Arcom.

Les massacres (1832, 1845, 1852, 1871, 1954, 1955) qu'a évoqués le journaliste sont non seulement ignorés du grand public mais surtout niés par les médias qui s'arrogent le droit à l'information/désinformation sur les réalités historiques relatives à l'histoire de France et qui se livrent, en ce qui concerne l' Algérie, à une véritable propagande, qui n'a d'égale que celle qui a existé pendant la guerre qu'a livrée la France à ce pays entre 1954 et 1962.

Nous, soussigné.e.s, exigeons aucune poursuite contre Jean Michel Apathie et contre tous les journalistes et les syndicalistes qui, comme lui, ont été injustement maltraités pour avoir respecté l'éthique de l'information. Nous dénonçons le parti pris des médias et ici de l' Arcom qui n'a émis aucune sanction à l' encontre des hommes politiques et des journalistes ayant proféré des propos haineux contre les Algériens ou des Palestiniens. Nous protestons avec vigueur contre des pratiques déshonorantes. Nous réclamons une information juste, équilibrée, respectueuse de l'histoire de France dans son intégralité et réclamons des institutions françaises une attitude égalitaire et envers tous les citoyens de ce pays.

Signature à retourner à

benqasimlhou@gmail.com